

Dahir n° 1-16-142 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) portant promulgation de la loi n° 24-16 portant création de l'Agence MCA-Morocco.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 24-16 portant création de l'Agence MCA - Morocco, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Rabat, le 21 kaada 1437 (25 août 2016).

Pour contresigner :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 24-16

portant création de l'Agence MCA-Morocco

Chapitre premier

Dénomination et objet

Article Premier

Il est créé sous la dénomination « Agence MCA-Morocco », un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, désigné ci-après par « l'Agence ».

L'Agence est soumise à la tutelle de l'Etat, laquelle a pour objet de veiller au respect, par les organes compétents de l'Agence, des dispositions qui lui sont applicables.

Article 2

L'Agence est chargée de la mise en œuvre du programme objet de l'accord « Millennium Challenge Compact II », désigné ci-après « compact II », conclu le 18 safar 1437 (30 novembre 2015), entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, agissant par le biais de Millennium Challenge Corporation, conformément aux termes dudit accord.

Chapitre II

Organes d'administration et de gestion

Article 3

L'Agence est administrée par un conseil d'orientation stratégique, assisté d'un comité de gestion, et gérée par un directeur général.

Article 4

Le conseil d'orientation stratégique de l'Agence est présidé par le Chef du gouvernement ou la personne déléguée par lui à cet effet et se compose :

- a) des autorités gouvernementales en charge des secteurs concernés par les projets du programme visé à l'article 2 ci-dessus, désignées par voie réglementaire, ou leurs représentants ;
- b) d'un représentant de l'organisation la plus représentative des entreprises privées du Maroc ;
- c) d'un représentant issu des associations œuvrant dans le domaine de l'éducation ;
- d) d'une représentante issue des organisations féminines opérant dans les secteurs en relation avec le programme objet du Compact.

Les membres visés aux paragraphes b, c et d ci-dessus et leurs suppléants, sont désignés par le Chef du gouvernement, pour la durée de réalisation du programme. Ils sont remplacés, s'ils perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés, conformément à une procédure fixée par voie réglementaire.

Assistent aux réunions du conseil à titre consultatif, sans droit de vote :

- les directeurs des établissements publics et organismes concernés par les secteurs dont relèvent les composantes et les projets du programme et dont la liste est fixée par voie réglementaire ;
- un représentant de l'organisme agissant au nom des Etats-Unis d'Amérique ;
- le directeur général de l'Agence.

Le conseil d'orientation stratégique peut s'adjoindre, à titre consultatif, toute autre personne dont il juge la participation utile.

Article 5

Le conseil d'orientation stratégique dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Agence. A cet effet, il règle par ses délibérations les questions générales intéressant l'Agence, notamment :

- a) supervise et coordonne la mise en œuvre, par l'Agence, du programme conformément aux termes du compact II, aux objectifs assignés dans ledit programme et aux plans prévisionnels de son exécution arrêtés dans le cadre du compact II ;
- b) approuve les accords d'exécution à conclure avec les départements ministériels, établissements publics ou toutes autres structures chargées de l'exécution des composantes et projets dudit programme, désignés dans la présente loi par « entités d'exécution », et autorise le directeur général de l'Agence à les signer. Dans le respect des termes du compact II, lesdits accords d'exécution doivent fixer, notamment, les conditions de réalisation des composantes et projets du

programme mises à la charge de chaque entité d'exécution concernée ainsi que les moyens mis à sa disposition à cet effet et les résultats attendus de leur réalisation ;

c) approuve les contrats clés conclus entre l'Agence et des tiers, tels que définis dans le compact II ou dans les accords d'exécution du programme, ainsi que toute modification, suspension ou résiliation de ces contrats ;

d) approuve toute convention entre l'Agence et l'une de ses filiales ou toutes entités qu'elle contrôle ;

e) approuve les conventions de partenariat conclues par le directeur général ;

f) approuve toute décision d'engager, d'accepter ou de gérer des fonds provenant d'autres organismes donateurs outre le financement par MCC durant la période du Compact ;

g) approuve la procédure d'octroi des dons par l'agence ;

h) veille au respect, par les entités d'exécution, des obligations découlant des accords d'exécution visés au « b » ci-dessus ;

i) approuve les propositions des plans prévisionnels de programmation budgétaire, de financement, de passation des marchés et d'exécution des travaux établis par les entités d'exécution ainsi que les plans prévisionnels d'évaluation et d'audit du programme ;

j) approuve les propositions d'ajustement éventuel du programme dans le respect des engagements pris dans le cadre du compact II ;

k) approuve le rapport sur les résultats d'audit du programme ;

l) examine et approuve les rapports annuels relatifs à l'exécution du programme ;

m) approuve l'organisation interne de l'Agence, ainsi que le plan prévisionnel de recrutement de son personnel et les contrats de recrutement de ses responsables qui doivent être désignés après appel à candidatures dont il fixe les modalités ;

n) approuve toute décision d'aliéner, liquider, dissoudre, réorganiser ou effectuer toute autre modification concernant le conseil d'orientation stratégique ou le comité de gestion ;

o) approuve la création de toute filiale ou prise de participation dans des sociétés ou la création de toute autre entité subsidiaire ;

p) approuve les états financiers de l'Agence ;

q) approuve le règlement intérieur de l'Agence et tout amendement à ce règlement.

Le conseil d'orientation stratégique peut créer tout comité en vue de régler toute question qu'il juge opportun de lui confier.

Il peut également déléguer une partie de ses attributions au directeur général.

Article 6

Le conseil d'orientation stratégique se réunit autant de fois que les besoins de l'Agence l'exigent et au moins quatre fois par an.

Il se réunit sur convocation de son président, agissant de sa propre initiative ou à la demande du tiers de ses membres.

Il délibère valablement lorsque la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés, dont au moins un représentant de l'une des organisations citées au b, c, et d de l'article 4 ci-dessus.

Il prend ses décisions à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le conseil d'orientation stratégique adopte un règlement intérieur fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil en complément des dispositions de la présente loi et du décret pris pour son application.

Le règlement intérieur comporte en annexe la charte du membre du conseil qui définit les droits et obligations du membre.

Article 7

Le comité de gestion visé à l'article 3 ci-dessus, présidé par le directeur général, comprend les responsables des structures visées à l'article 11 de la présente loi. Il est chargé d'assister le conseil d'orientation stratégique dans la supervision de l'exécution du programme et, à ce titre, exerce les attributions suivantes :

a) la centralisation, la vérification et le suivi de la mise en œuvre des plans prévisionnels de programmation budgétaire, de financement, de passation des marchés et d'exécution des travaux désignés au paragraphe « i » du premier alinéa de l'article 5 ci-dessus ainsi que la préparation des plans prévisionnels d'évaluation et d'audit du programme, des plans prévisionnels de trésorerie pour le règlement des dépenses afférentes au programme et de tout autre plan prévisionnel prévu par l'accord ;

b) la préparation, dans le respect des engagements pris dans le cadre du compact II, d'un plan de responsabilité financière définissant les modalités et les procédures de gestion financière et de passation des marchés par les entités d'exécution ;

c) la coordination et le suivi de l'exécution des projets du compact II ainsi que la vérification des propositions de la passation des marchés à ce titre ;

d) la coordination des opérations d'évaluation et d'audit du programme ;

e) la préparation de rapports sur l'état d'avancement des réalisations financières et physiques du programme ainsi que des situations financières, comptables, de passation des marchés et d'évaluation et d'audit dudit programme. La forme et les périodicités d'établissement des rapports et situations précitées seront fixées par le plan de responsabilité financière précité ;

f) la préparation des documents relatifs aux demandes d'exonération fiscale afférentes au programme et qui sont prévues par la législation en vigueur ;

g) la communication autour de l'état d'avancement de l'exécution du programme ;

h) la gestion et la mise à jour d'un site web dédié audit programme, devant contenir notamment les comptes-rendus de suivi et d'évaluation du programme, de l'état d'avancement de son exécution physique et financière ainsi que les éléments d'information concernant les marchés afférents à la réalisation du programme et les différents plans prévisionnels relatifs au programme et approuvés par le conseil d'orientation stratégique ;

i) la préparation des accords d'exécution à conclure avec chaque entité d'exécution ;

j) le suivi, à la demande du conseil d'orientation stratégique, de toute action ou mesure afférente à la réalisation du programme ;

k) la préparation, à la demande dudit conseil, de tout document, rapport ou situation afférents à la réalisation du programme ;

l) la préparation des documents destinés au conseil d'orientation stratégique ;

m) toute autre tâche entrant dans la mise en œuvre du programme, qui peut lui être confiée par le conseil d'orientation stratégique.

Article 8

Le directeur général de l'Agence est nommé conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en ce qui concerne la nomination aux emplois supérieurs et dans le respect des règles prévues dans l'annexe I de l'accord précité.

Son statut et sa rémunération sont fixés par contrat conclu entre l'intéressé et le conseil d'orientation stratégique, représenté par son président.

Sous réserve des pouvoirs et attributions dévolus par les dispositions de la présente loi au conseil d'orientation stratégique et au comité de gestion, le directeur général détient tous les pouvoirs et attributions nécessaires à la gestion de l'Agence. A cet effet :

- Il gère l'Agence et agit en son nom, assure la gestion de l'ensemble des services et coordonne leurs activités, nomme aux emplois de l'Agence conformément aux dispositions de la présente loi ;
- Il accomplit ou autorise tout acte ou opération relatifs à l'objet de l'Agence. Il la représente vis-à-vis de l'Etat, de toute entité publique ou privée et des tiers, fait tout acte conservatoire et exerce les actions judiciaires sur autorisation du conseil d'orientation stratégique ;
- En tant qu'ordonnateur du budget de l'Agence, il fait tenir la comptabilité des dépenses engagées, liquide et constate les dépenses et les recettes de l'Agence ;
- Il prépare les réunions du conseil d'orientation stratégique et en établit le compte-rendu des délibérations.

Chapitre III

Organisation financière

Article 9

Le budget de l'Agence comprend :

a) *En recettes :*

- les dons et concours extérieurs objet du compact II visé à l'article 2 de la présente loi ;
- les contributions de l'Etat ;
- toutes autres recettes qui peuvent lui être affectées ultérieurement.

b) *En dépenses :*

- les dépenses afférentes à l'exécution des missions de l'Agence.

Article 10

L'Agence n'est pas soumise au contrôle financier de l'Etat applicable aux entreprises publiques et autres organismes en vertu de la loi n°69-00.

Un commissaire du gouvernement est nommé par l'administration compétente. Il assiste, avec voix consultative, aux séances du Conseil d'orientation stratégique et reçoit communication des procès-verbaux de ces séances.

Le commissaire du gouvernement dispose d'un droit de contrôle et de communication permanent auprès de l'Agence et peut dans le cadre de sa mission effectuer, sur place, toutes vérifications et tous contrôles. Il peut se faire communiquer, à cet effet, tous documents, contrats, livres, documents comptables, registres et procès-verbaux.

Le commissaire du gouvernement rend compte de sa mission à l'Administration dans un rapport annuel.

Chapitre IV

Organisation administrative – Personnel

Article 11

Pour la réalisation des missions qui lui sont dévolues par la présente loi, il est créé au sein de l'Agence des structures fonctionnelles et des structures d'appui dont les missions et attributions sont définies dans la décision fixant l'organigramme de l'Agence, prise par le président du conseil d'orientation stratégique, sur proposition du directeur général, et après approbation dudit conseil.

Article 12

Les responsables des structures visées à l'article 11 ci-dessus sont recrutés par l'Agence, après appel à candidatures, par contrats, pour une durée ne dépassant pas celle de la réalisation du programme visé à l'article 2 de la présente loi.

En outre, l'Agence dispose, pour l'accomplissement de ses missions, d'un personnel administratif, technique et financier recruté par ses soins, par contrats de droit commun, pour une durée ne dépassant pas celle de la réalisation du programme visé à l'article 2 de la présente loi.

Les fonctionnaires de l'Etat et les employés des établissements publics peuvent être détachés auprès de l'Agence.

Le personnel de l'Agence est régi par un statut particulier fixé par décision du président du conseil d'orientation stratégique, sur proposition du directeur général. Il n'entre en vigueur qu'après approbation dudit conseil.

Article 13

L'Agence sera dissoute cent vingt (120) jours après la date d'échéance de l'accord visé à l'article 2 de la présente loi.